



AGIR ENSEMBLE

EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE, DU
PROGRÈS SOCIAL, DE LA SOLIDARITÉ,
DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU VIVANT



place
publique



MOBILISÉ.ES ET UNI.ES POUR GAGNER LE PROGRÈS !!

MEETING UNITAIRE LE 11 OCTOBRE

19 heures Bourse du Travail de Toulouse
19 Pl. Saint-Sernin (métro Jeanne d'Arc)

GREVE ET MANIFESTATIONS LE 13 OCTOBRE

- Toulouse: 10H00 Saint-Cyprien
- Muret : 14 H Sous/préfecture (allées Niel)
- Saint- Gaudens : 15H30 Jean Jaurès

**CONTRE LA VIE CHÈRE POUR
L'AUGMENTATION DES SALAIRES, DES
PENSIONS ET DES PRESTATIONS SOCIALES**

Nous voulons une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire, plus démocratique, vivant en harmonie avec la planète. Une société débarrassée de toutes les formes de racisme et de discriminations et qui consacre l'égalité des femmes avec les hommes au travail comme dans la vie.

Construire et populariser une alternative politique de rupture écologique et sociale est une nécessité urgente à laquelle les forces de progrès doivent s'atteler en unissant leurs efforts.

NOS COMBATS COMMUNS

1. URGENCE SOCIALE

Abrogation de la loi Macron/Dussopt sur les retraites, Droit au départ à la retraite à taux plein à 60 ans, Départs anticipés pour celles et ceux qui exercent des métiers pénibles

- Augmentation des traitements et des salaires :
 1. Revalorisation du SMIC permettant de vivre dignement et mise en place de l'échelle mobile des salaires
 2. Revalorisation générale des salaires et des pensions
 3. Indexation sur les prix de la valeur du point d'indice et des salaires au-delà du SMIC, ainsi que des allocations sociales
- Egalité salariale entre les femmes et les hommes
- Allocation d'autonomie pour les jeunes en études et démarrant la vie active
- Renforcement de la protection sociale pour aller vers le 100% sécu
- Réduction du temps de travail à 32h
- Encadrement des loyers
- Contre le projet de loi Darmanin, Régularisation des travailleur.ses sans papiers ! les titres de séjour ne doivent pas être conditionnés aux seuls besoins du patronat

2. URGENCE ÉCOLOGIQUE : LA CRISE SOCIALE SE LIE AVEC LA CRISE ÉCOLOGIQUE, LAQUELLE IMPOSE D'AUTRES ORIENTATIONS POUR ASSURER LA BIFURCATION.

- Arrêt des projets de privatisations. Gestion publique de l'eau pour servir le bien commun et pas des intérêts productivistes.
- Les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales doivent être maintenues et/ou réintroduites dans le cadre du service public au profit des usagers et de la sauvegarde du climat Nous appelons à un grand débat public sous forme d'Etats Généraux des transports publics en Haute Garonne et sur l'aire urbaine de Toulouse.
- Nécessité d'une complémentarité et d'une cohérence entre le respect et la protection de l'environnement et la réponse aux besoins fondamentaux des citoyen.nes. A titre d'exemple, on peut citer la grave crise du logement.

3. URGENCE POUR LES SERVICES PUBLICS : CONSTRUIRE LES ALTERNATIVES AUX POLITIQUES ACTUELLES DE PRIVATISATION ET DESTRUCTION SYSTÉMATIQUE DES SERVICES PUBLICS.

- Maintien et développement sur l'ensemble du territoire, sortie du dogme du « tout concurrence », fin de l'austérité, débat sur les moyens de financements étendus. Nous exigeons :
 - La fin de la précarité dans les services publics et dans la Fonction publique qu'elle soit d'Etat, territoriale ou hospitalière, et des garanties statutaires pour les personnels.
 - Des personnels en nombre suffisant dans les services publics, le recrutement massif de personnels et la revalorisation des métiers, particulièrement les métiers très féminisés de la santé, du social et de l'éducation. Par exemple, au CHU de Toulouse, Il faut créer tout de suite 1500 postes pour maintenir le service public de santé.
 - Une fiscalité plus juste et progressive qui fait contribuer d'abord le Capital

4. URGENCE DÉMOCRATIQUE : ENFIN, TOUT CELA DOIT PASSER PAR L'INTERVENTION DES SALARIÉ-ES ET CITOYEN-NES DIRECTEMENT SUR LES RÉFLEXIONS, ANALYSES ET PRISES DE DÉCISIONS.

- Réformer les ordonnances travail et la loi de transformation publique, remettre en place les CHSCT, pouvoir d'opposition sur l'organisation du travail, sur les décisions stratégiques et économiques et leurs conséquences sociales. La bifurcation écologique n'est possible que si les salarié.es sont pleinement acteurs et actrices de la réorientation du système de production.
- Retour à la gestion de la sécurité sociale par les salarié.es eux-mêmes et retour des élections aux organismes de gestion des caisses.
- Arrêt de la criminalisation des mouvements sociaux. Fin de la répression syndicale sur les lieux de travail
- Conquérir des mécanismes démocratiques qui donnent à chacun et chacune la capacité de discuter et de décider à chaque échelon de la vie politique et sociale dans ce pays.

